

Intervention de la Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et Pêches du Cap Vert à la Treizième Session du CSD à New York (21 avril 2005)

Monsieur le Président
Illustres délégués
Mesdames et messieurs

1. Nous vous remercions avec la réalisation de cet événement, que nous espérons, puisse donner un nouvel élan à la réalisation des objectifs qui ont été définis dans les différents forums et documents internationaux, mais particulièrement le Sommet Mondial de Johannesburg sur le Développement Durable et la Stratégie de Maurice pour la Mise en œuvre du Plan d'Action pour le Développement Durable des Petits États Insulaires en Développement (SIDS);
 2. En tant que petit État insulaire, nous nous réjouissons de l'inclusion de la proposition de consacrer un jour au minimum dans la session de révision de la CSD pour la révision de l'Implementation de la Stratégie de Maurice concernant les Petits États Insulaires en Développement, SIDS;
 3. Les différentes approches techniques et politiques qui ont été encore une fois proposées et renforcées par cette rencontre, comme par exemple la gestion intégrée des ressources hydriques, la promotion de la décentralisation de la gestion, le partenariat secteur public-secteur privé, sont heureusement des démarches que nous avons déjà au Cap Vert commence à mettre en œuvre ;
-

4. Les successifs Plans Nationaux de développement depuis l'indépendance du pays en 1975 ont toujours placé l'approvisionnement en eau potable comme une des priorités de la politique du gouvernement. Il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine et particulièrement dans l'assainissement et les établissements humains, surtout dans le milieu rural;
5. C'est aussi à cause de ça que la Stratégie de Croissance et Réduction de la Pauvreté élaborée avec l'appui de la Banque Mondiale et notre Plan National de l'Environnement, PANA II, accorde une grande importance aux programmes du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'habitation sociale;
6. En dépit des difficultés et des contraintes climatiques de tous continents - le Cap Vert est le pays le plus sec du Sahel - il y a un effort à tous les niveaux, qui fait que mon pays aie un taux de couverture moyenne de 78 % en eau potable même si il y a des disparités entre les îles et les régions;

Monsieur Le Président
Mesdames et messieurs

7. L'appropriation des différentes technologies et la promotion du partenariat public-privé sont illustrées par le fait que les principaux centres urbains (plus de 30 % de la population totale du pays) sont desservis par l'eau dessalée de la mer et avec l'intervention d'une entreprise mixte ;
8. Dans le milieu rural l'approvisionnement est majoritairement fait de l'exploitation des nappes souterraines à travers des forages relativement profonds visant toujours garantir la

~ W Y A Y M ~

" 3 d e

! , ~

~ W & (~

, a

ainsi les conditions de vie des femmes et des jeunes filles; La mobilisation des eaux des pluies et l'aménagement des Bassins Versants font partie de l'agenda dans le domaine de l'eau et de la réduction de la pauvreté ;

9. Bien sûr que les implications techniques et financières qui découlent de ces options sont objet d'une attention particulière des autorités, qui, à travers la réglementation et la législation adéquate amortissent les effets négatifs sur les coûts de vie et surtout vis à vis des plus démunis ;
10. Au niveau institutionnel nous soulignons l'existence d'un organe interministeriel, le Conseil National de l'Eau qui regroupe différents ministres et qui définit la politique de l'eau au niveau national, ce qui atteste l'importance accordée au secteur ;
11. De la même façon, la création récente dans les municipalités (communes) des Services Autonomes d'Eau et Assainissement, dans la perspective de les transformer en futures entreprises municipales est un pas important vers la décentralisation de la gestion de l'eau, où le rôle des ONG et des femmes dans la gestion des systèmes de distribution est de plus en plus important.

Monsieur le Président

- 12.. L'important travail qu'il y a à faire, surtout dans la perspective d'atteindre les objectifs du millénaire, nous poussent à appuyer les initiatives visant la réduction et la suppression de la dette publique, étant conscients, toutefois, que les ressources financières sont indispensables, mais pas suffisantes, s'il n'y pas : i) au niveau

national une forte volonté politique et ('intégration des programmes d'eau dans les PND ' et les Documents de Stratégie de Croissance et Réduction de la Pauvreté (DECRP) et *ii*) au niveau régional et international des partenariats - techniques et financiers - indispensables à la réussite du défi que nous assumons tous de faciliter l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'habitation digne à nos populations;

13. Dans cet esprit et avec cette détermination, nous continuerons à travailler avec nos partenaires, soit au niveau bilatéral soit au niveau multilatéral pour que (bien avant 2015) nous puissions tous tirer à l'aise pour dire: nous avons réussi.

Merci de votre attention